



## Le Premier ministre et la ministre de la Santé en visite à l'EHPAD de Beauchalot L'intervention de l'Union Locale Solidaires du Comminges

*Puisque deux membres du gouvernement sont de passage par ici, l'Union locale Solidaires Comminges, comme d'autres organisations syndicales, associatives et politiques, a tenu à répondre présente à l'invitation ... qui ne nous était pas lancée. Le Premier ministre et la ministre de la Santé ne tiennent pas du tout à rencontrer la population locale. C'est un exemple de plus de la continuité gouvernementale : celles et ceux qui se prennent pour l'élite aiment à organiser des visites vers « leurs pauvres », vers les contrées éloignées de leurs bureaux capitonnés, mais ce doit être pour réaliser une poignée de jolies photos, le cas échéant pour quelques secondes de dialogue factice à une deux personnes choisies, surtout pas pour un contact vrai avec la population.*

### **Le Comminges est un des territoires où la pauvreté et la précarité sont les plus développées**

Même si on se réfère aux chiffres fournis par les organismes d'Etat, donc pas à ceux des organisations syndicales par exemple (qui sont souvent plus en phase avec la réalité), le constat est accablant : **Le taux de pauvreté est de 17%**. C'est énorme et insupportable ... Et encore, il s'agit de données antérieures aux dernières contre-réformes qui ont aggravé la situation, en facilitant les licenciements, en accélérant la suppression de services publics ou encore en ponctionnant les pensions des personnes en retraite.

**La métropolisation accentue le phénomène**, laissant toujours plus à l'abandon les territoires et les populations qui ne sont pas englobées dans les quelques méga-métropoles choisies par les patrons, les actionnaires et les banques. Ce n'est pas par hasard si dans le Comminges le revenu moyen par habitant et habitante est inférieur aux moyennes départementales, régionales et nationales. Même chose, pour le taux mortalité qui est, lui, supérieur à ces moyennes.

### **Privé, public ; jeunes, retraité.es ; salarié.es, étudiant.es, paysan.nes : les attaques sont similaires**

**Dans le secteur privé, la politique capitaliste se traduit par la fermeture des entreprises**, phénomène connu depuis maintenant très longtemps dans le Comminges. L'autre versant, ce sont **des services publics au rabais** :

- **Dans la Santé** : toujours pas de site unique de l'hôpital de Saint-Gaudens et la mise en place du « groupement hospitalier de territoire » qui appauvrit davantage le secteur hospitalier dans le Comminges. Et puisque les ministres ont le culot de visiter un EPHAD, il faut rappeler les conditions de travail du personnel d'une part, les conditions de vie des personnes âgées d'autre part, dans la plupart de ces établissements : elles sont inadmissibles !
- **A la Poste** : depuis 2000, près de trente bureaux de poste ont été fermés ; quant aux facteurs et factrices, l'organisation du travail qu'on leur impose a des conséquences sur leur santé d'une part, sur la régularité de la délivrance du courrier aux usagers d'autre part ! Mais Monsieur Edouard Philippe n'a sans doute pas de problème de courrier à Matignon...
- **A la SNCF** : le dossier de la ligne Montréjeau Luchon, par conséquent la ligne Paris-Luchon, mériterait de qu'on s'y attarde, avec ses conséquences sur la vie quotidienne de nombreux habitants et habitantes, mais aussi ses conséquences sur le tourisme et le thermalisme dans le Luchonais. Mais l'actualité sociale du secteur ferroviaire dépasse largement le cadre local ! Dans le Comminges, en Midi-Pyrénées et dans tous le pays, les cheminotes et les cheminots mènent une lutte importante. C'est aussi l'occasion de le rappeler aujourd'hui et ici : la défense et l'amélioration du service public ferroviaire, c'est l'affaire de tous et de toutes. Les grévistes de la SNCF y contribuent et nous les soutenons !

- **Dans l'Education nationale** : la détérioration se matérialise par le report du périscolaire vers les collectivités territoriales et par les fermetures de classes ; par ailleurs, la SEGPA de St-Béat ayant fermée, il n'y a plus aucune structure adaptée au sud de Saint-Gaudens pour les élèves en difficulté. Ce sont des jeunes qu'on rejette, qu'on abandonne ! Mais ce genre de choses, vu de Matignon, on s'en fout : si ces jeunes se révoltent ou se désespèrent, on les réprimera, voilà la solution !
- On pourrait aussi parler de la calamiteuse réforme des **Collectivités territoriales** ou encore des agents de l'**Office Nationale des Forêts** qui déplorent que la forêt soit bradée aux intérêts privés.

**L'abandon des territoires comme le Comminges, se manifeste aussi, par exemple, par les « catastrophes naturelles »,** pas si naturelles que ça d'ailleurs (le capitalisme vorace y est souvent pour quelque chose). Par exemple, des inondations, vis-à-vis desquelles on sait que des travaux permettraient de limiter très fortement le risque.... Travaux que les pouvoirs publics ne financent pas ou très, très tardivement !

Encore un exemple, avec l'**association « Femmes de papier »**, qui continue à fonctionner sans aucun budget stable : elle est pourtant la seule structure entre Muret et Tarbes à accueillir les femmes victimes de violences.

## **Le gouvernement est au service du patronat !**

En témoignent par exemple, les ordonnances imposées l'an dernier, qui représentent un recul social énorme. Tout tourne autour de trois axes :

- Faciliter toujours plus les licenciements
- Affaiblir les droits syndicaux et de représentation du personnel
- Mettre chaque salarié.e à la merci des patrons, en faisant voler la protection collective du Code du travail et des conventions collectives.

Bref, il s'agit de nous ôter les droits conquis par les luttes des générations précédentes ; il s'agit de pouvoir nous virer au bon vouloir des patrons. Cette politique de la flexibilité, de la précarité, de l'exploitation renforcée pour « soit disant permettre de créer des emplois et faire reculer le chômage », c'est celle que les gouvernements aux ordres du patronat ont mis en œuvre depuis des années. C'est celle qui a été appliquée en Allemagne, en Italie, en Espagne, c'est celle des récentes lois Travail de Belgique et du Brésil ... **En France ou ailleurs, le résultat est toujours le même : au-delà des tripatouillages des chiffres du chômage, la réalité est que la pauvreté et la précarité augmente.**

**Mais la réalité, est aussi que les inégalités explosent. Car ce n'est pas « la crise » pour tout le monde !** C'est à cela qu'il faut s'attaquer : au partage des richesses que nous produisons et qu'une toute petite minorité capte à son seul profit ! Rappelons que le patrimoine professionnel de Bernard Arnault (LVMH), vaut 47 milliards d'euros, l'équivalent de 2,6 millions d'années de Smic. Les dix personnes les plus fortunées de France possèdent 241 milliards d'euros à elles seules.

**L'avenir que nous préparent Macron et ses ministres, c'est le développement de l'auto-entrepreneuriat, c'est l'ubérisation pour tous et toutes, c'est la concurrence entre nous, c'est la loi de la jungle ! Nous ne voulons pas de cette société, ni pour nous, ni pour les générations futures.**

- **Nous sommes avec les cheminots et les cheminotes** qui défendent service public ferroviaire et conquêtes sociales.
- **Nous sommes avec les fonctionnaires** qui ont fait grève, à l'appel de toutes leurs fédérations syndicales, le 22 mai.
- **Nous sommes avec les retraité.es** qui se font voler une partie de leur argent par l'Etat depuis le 1<sup>er</sup> janvier, et qui manifesteront une nouvelle fois, partout dans le pays, le 14 juin.
- **Nous sommes avec les chômeurs et les chômeuses** dont le gouvernement réduit sans cesse des droits déjà bien trop faibles.
- **Nous sommes avec les jeunes** qui refusent la sélection à l'entrée de l'Université et aspirent à un autre avenir que celui que leur réserve le système capitaliste.
- **Nous sommes avec tous les travailleurs et toutes les travailleuses**, chaque jour confronté.es aux pressions, à la répression, à l'exploitation, à la violence patronale.

Nous sommes, ici dans le Comminges, une petite partie de tout ça. Mais en agissant là où nous sommes, en nous organisant collectivement sur nos lieux de travail et de vie, en agissant ensemble, nous renforçons les luttes de tous et de toutes. Rien n'est inéluctable. Nous avons une force incomparable, c'est notre nombre et notre rôle dans la société. Contrairement aux patrons, aux actionnaires, aux banquiers ou aux ministres, nous, nous produisons la richesse collective ! Ensemble, nous pouvons construire une société différente !